

COMMUNICATION FINANCIERE

COMPTES CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 2020

COMPTES SOCIAUX
31 DÉCEMBRE 2020

Tour Mamounia, Place Moulay
El Hassan, Rabat - Maroc
Tél. : 05 37 66 52 52
Fax : 05 37 66 52 00
comfin@cdgcapital.ma
www.cdgcapital.ma

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

NOTE 1 : RÉFÉRENTIELS APPLICABLES

RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

Les comptes consolidés du Groupe CDG Capital sont établis conformément aux normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS). Le Groupe n'a pas anticipé l'application des nouvelles normes, amendements et interprétations lorsque l'application en 2020 est optionnelle.

BASES DE PRÉSENTATION

En l'absence de modèle standard préconisé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisés est conforme au modèle des états de synthèse proposé au chapitre IV du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

Les états financiers consolidés sont exprimés en milliers de dirhams, sauf mention contraire.

NOTE 2 : PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés de CDG Capital sont établis à partir des comptes individuels de CDG Capital et de toutes les entités sur lesquelles elle exerce un contrôle exclusif, contrôle conjoint ou influence notable.

La nature du contrôle détermine la méthode de consolidation à retenir : intégration globale pour les entités contrôlées exclusivement selon la norme IFRS 10 « États financiers consolidés » et la mise en équivalence pour les entreprises associées et les coentreprises selon la norme IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ».

A fin décembre 2020, le périmètre de consolidation du Groupe CDG Capital inclut les entités ci-après :

Dénomination sociale	31/12/2020		31/12/2019		Méthode de consolidation
	% Intérêt	% Contrôle	% Intérêt	% Contrôle	
CDG Capital	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Consolidante
CDG Capital Gestion	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	intégration Globale
CDG Capital Bourse	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	intégration Globale
CDG Capital Real Estate	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	intégration Globale

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément à la méthode de l'acquisition. Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.

Pour les regroupements d'entreprise intervenus avant le 1^{er} janvier 2007, date de transition au référentiel IFRS pour le Groupe, l'écart d'acquisition (goodwill) est maintenu à son coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon les principes comptables marocains, conformément à l'option offerte par la norme IFRS 1 « Première adoption des normes IFRS ».

Les écarts d'acquisition font l'objet d'une revue régulière par le Groupe et de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an.

NOTE 3 : PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

3.1 INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs financiers sont classés au coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres ou à la juste valeur par résultat selon le modèle de gestion et les caractéristiques contractuelles des instruments lors de la comptabilisation initiale.

Les passifs financiers sont classés au coût amorti ou à la juste valeur par résultat lors de la comptabilisation initiale.

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Cette rubrique est constituée des instruments détenus à des fins de transaction, y compris les dérivés, les instruments de capitaux propres pour lesquels l'option d'un classement en juste valeur par capitaux propres n'a pas été retenue, ainsi que les autres instruments de dette qui ne remplissent pas le critère du modèle de gestion « collecte » ou « collecte et vente », ou celui des flux de trésorerie.

Ces instruments financiers sont comptabilisés à leur juste valeur, les frais de transaction initiaux étant directement comptabilisés en compte de résultat. En date d'arrêt, les variations de la juste valeur sont portées en résultat. Il en est de même des revenus, des dividendes et des plus et moins-values de cession réalisées.

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Les instruments de dette sont classés en juste valeur par capitaux propres si les deux critères suivants sont réunis : l'objectif du modèle est atteint à la fois par la perception des flux de trésorerie contractuels et la vente des actifs financiers (« collecte et vente »), et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont comptabilisés à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération. Ils sont évalués ultérieurement à la juste valeur et les variations de valeur de marché sont enregistrées en capitaux propres recyclables. Ces actifs financiers font également l'objet d'un calcul de pertes attendues au titre du risque de crédit.

Par ailleurs, les intérêts sont comptabilisés au compte de résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif déterminé à l'origine du contrat.

Détermination de la juste valeur des instruments financiers

Le Groupe détermine la juste valeur des instruments financiers, soit en utilisant des prix obtenus directement à partir de données externes, soit en utilisant des techniques de valorisation fondées sur l'utilisation au maximum de données observables. Dans ces conditions, les instruments financiers évalués à la juste valeur sont répartis selon la hiérarchie ci-après :

- Niveau 1 : les valeurs de marché utilisées correspondent aux prix cotés sur des marchés réglementés, de même que sur des marchés assimilés, dès lors qu'ils sont actifs ; ce qui implique l'existence d'un volume et d'une fréquence suffisants de transactions ainsi qu'une disponibilité continue des prix.
- Niveau 2 : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs sont observables sur les marchés. Ces techniques sont régulièrement calibrées pour refléter les conditions actuelles du marché.

- Niveau 3 : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs utilisés sont non observables ou ne peuvent être corroborés par des données de marché [par exemple en raison de l'absence de liquidité de l'instrument ou d'un risque de modèle significatif].

Actifs financiers au coût amorti

Les actifs financiers sont classés au coût amorti si les deux critères suivants sont remplis : le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument afin d'en collecter les flux de trésorerie contractuels (« collecte ») et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

Les actifs financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération ainsi que les commissions liées à la mise en place des crédits. Ils sont évalués ultérieurement au coût amorti. Ces actifs financiers font également l'objet dès l'origine d'un calcul de dépréciation pour pertes attendues au titre du risque de crédit.

Dépréciation des instruments financiers

Le modèle de dépréciation pour risque de crédit est fondé sur les pertes attendues. Le Groupe identifie trois strates (buckets) correspondant chacune à une situation spécifique au regard de l'évolution du risque de crédit de la contrepartie depuis la comptabilisation initiale de l'actif :

- Pertes de crédit attendues à 12 mois (« bucket 1 ») : si, à la date d'arrêt, le risque de crédit de l'instrument financier n'a pas augmenté de manière significative depuis sa comptabilisation initiale, cet instrument fait l'objet d'une provision pour dépréciation pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à 12 mois (résultant de risques de défaut dans les 12 mois à venir).
- Pertes de crédit à maturité pour les actifs non dépréciés (« bucket 2 ») : la provision pour dépréciation est évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie (à maturité) si le risque de crédit de l'instrument financier a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale sans que l'actif financier soit déprécié.
- Pertes de crédit attendues à maturité pour les actifs financiers dépréciés (« bucket 3 ») : Lorsqu'un actif est déprécié, la provision pour dépréciation est également évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à maturité.

Ce modèle est appliqué à l'ensemble des instruments dans le champ de la dépréciation d'IFRS 9, à l'exception des actifs dépréciés dès leur acquisition ou leur émission et des instruments pour lesquels un modèle simplifié est autorisé.

Augmentation significative du risque de crédit

L'augmentation significative du risque de crédit est apprécié sur une base individuelle en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale.

L'appréciation de la détérioration repose notamment sur la comparaison des probabilités de défaut et des notations en date de comptabilisation initiale des instruments financiers avec celles existant en date de clôture.

Définition du défaut

La définition du défaut est alignée avec la réglementation de Bank AL-Maghrib relative aux créances en souffrance, avec une présomption réfutable que l'entrée en défaut se fait au plus tard au-delà de 90 jours d'impayés.

Mesure des pertes de crédit attendues

Les pertes de crédit attendues sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition.

En pratique, pour les expositions classées en strate 1 et en strate 2, les pertes de crédit attendues sont calculées comme le produit de la probabilité de défaut (PD), la perte en cas de défaut (Loss Given Default, LGD) et le montant de l'exposition en cas de défaut (Exposure at Default, EAD) actualisés au taux d'intérêt effectif de l'exposition. Le Groupe applique une LGD forfaitaire de 45% ; taux dérivé de l'approche standard de Bâle II. Lorsque il n'y a pas suffisamment de données pour calibrer les paramètres du risque (PD, LGD), le calcul de l'ECL est fondé sur les pertes et / ou provisions individuelles observées historiquement sur le portefeuille concerné.

Pour les expositions classées en strate 3, les pertes de crédit attendues sont calculées comme la valeur actualisée au taux d'intérêt effectif des déficits de trésorerie sur la durée de vie de l'instrument.

Informations prospectives

Le Groupe prend en compte des informations prospectives à la fois dans l'estimation de l'augmentation significative du risque de crédit et dans la mesure des pertes de crédit attendues.

CDG capital a fait le choix de mettre en place trois scénarii macro-économiques couvrant un large panel de conditions économiques futures potentielles :

- Un scénario de base qui correspond à la situation actuelle de l'économie marocaine dont la probabilité de réalisation est estimée à 50% ;
- Un scénario optimiste dont la probabilité de réalisation est estimée à 20% ;
- Un scénario adverse où la situation macroéconomique globale du Maroc se dégrade et dont la probabilité de réalisation est estimée à 30%.

Pour l'élaboration des scénarii prospectifs, CDG Capital a analysé les principaux facteurs macroéconomiques déterminants et leurs impacts sur le portefeuille actuel. CDG Capital revoit à fréquence annuelle la pertinence et le champ d'application en fonction de l'évolution de la nature et la composition du portefeuille émetteur interne.

Décomptabilisation d'actifs ou de passifs financiers

Le Groupe décomptabilise tout ou partie d'un actif financier (ou d'un groupe d'actifs similaires) lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif expirent ou lorsque le Groupe a transféré les droits contractuels à recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier et la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de cet actif.

Le Groupe décomptabilise un passif financier (ou une partie de passif financier) seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrivée à expiration.

3.2 IMMOBILISATIONS

Les immobilisations incluent les immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation ainsi que les immeubles de placement. Elles font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiés, conformément aux dispositions de la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs ».

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition initial, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties linéairement en fonction de leur propre durée d'utilité dès la date de leur mise en service. Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont constitués essentiellement par des logiciels acquis, comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et/ou des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition. Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Les logiciels dont la durée d'utilité est définie sont amortis sur une période allant de 5 à 10 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

Les coûts d'emprunts relatifs aux capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période de construction ou d'acquisition, sont intégrés dans le coût historique lorsque les actifs concernés sont éligibles selon la norme IAS 23 « coûts d'emprunts ».

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné, qui sont immobilisés.

Les amortissements sont pratiqués linéairement en fonction des durées d'utilité des immobilisations corporelles ou de leurs composants.

- Immeubles et constructions :

	CATEGORIE A	CATEGORIE B	CATEGORIE C	CATEGORIE D
COMPOSANTS	Terrassement	Menuiserie extérieure	Étanchéité	Plomberie et sanitaire
	Gros œuvre	Menuiserie intérieure	Électricité	Détection et protection incendie
		Revêtement sol et mur intérieur	Pré cablage tél. & inf.	Ascenseurs
		Revêtement façade	Grands travaux de construction	Climatisation VMC
		Faux plafond		Stores
		Cloisons amovibles		Peinture Miroiterie
		Faux plancher informatique		Réseau téléphonique
		Couvre joint de dilatation		Signalisation
		Aménagement extérieur		
	DUREE D'UTILITE	70 ans	30 ans	15 ans

- Autres immobilisations corporelles :

Eléments	Durée d'amortissement
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau	5 à 10 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel informatique	5 ans à 20 ans
Agencements et aménagements	10 ans

L'ensemble de ces dispositions concernant les immobilisations corporelles est également appliqué aux actifs corporels détenus par l'intermédiaire d'un contrat de location financement.

Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers et valoriser le capital investi.

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 40 « immeubles de placement », les immeubles de placement sont comptabilisés au coût amorti diminué des éventuelles pertes de valeur, avec indication de la juste valeur en annexes.

3.3 CONTRATS DE LOCATION

La norme IFRS 16 est d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Imposant ainsi pour les locataires un modèle visant à comptabiliser au bilan tous les contrats de location « location simple et location financement » :

- Un droit d'utilisation et son amortissement ;
- Un passif de location actualisé.

Le Groupe a retenu la possibilité offerte de ne pas appliquer les dispositions de la norme IFRS 16 aux contrats de courte durée et les contrats portant sur des actifs de faible valeur.

Les principales hypothèses utilisées dans l'évaluation des droits d'utilisation et dettes de location sont les suivantes :

- Les durées de location correspondent à la période non résiliable des contrats, complétée le cas échéant des options de renouvellement dont l'exercice est jugé raisonnablement certain ;
- Le taux d'actualisation utilisé pour le droit d'utilisation comme pour le passif de location est le taux d'emprunt marginal pour une durée correspondant à la durée du contrat.

3.4 ACTIFS NON COURANTS DETENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITES ABANDONNEES

Lorsque le Groupe décide de vendre des actifs non courants, et lorsqu'il est hautement probable que cette vente interviendra dans les douze mois, ces actifs sont présentés séparément au bilan dans le poste « Actifs non courants destinés à être cédés ». Les passifs qui leur sont éventuellement liés sont présentés séparément dans le poste « Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés ».

Les actifs non courants détenus en vue de la vente et les groupes d'actifs destinés à être cédés sont évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de sortie. A compter de la date d'une telle classification, l'actif cesse d'être amorti.

En cas de perte de valeur constatée sur un actif ou un groupe d'actifs et de passifs, une dépréciation est constatée en résultat. Les pertes de valeur comptabilisées à ce titre sont réversibles.

3.5 IMPOTS DIFFERES

La norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » impose la comptabilisation d'impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des

actifs et des passifs de l'état de la situation financière, à l'exception des goodwill.

Les taux d'impôt retenus sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du passif dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice.

Le montant d'impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit taxable futur déterminé avec suffisamment de précision sera dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au niveau de l'état du résultat global de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

3.6 COUT DU RISQUE

Le coût du risque comprend, au titre du risque de crédit, les dotations et reprises de provisions couvrant les pertes de crédit attendues à 12 mois et à maturité (buckets 1 et 2), les dotations et reprises de provisions des actifs dépréciés (bucket 3), les pertes sur créances irrécouvrables ainsi que les récupérations sur créances amorties.

3.7 PROVISIONS

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation actuelle juridique ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable.

Les montants comptabilisés sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif. Cet effet est comptabilisé en résultat financier.

Les passifs éventuels hors regroupement d'entreprises ne sont pas comptabilisés. Toutefois, il y a lieu de les mentionner en annexes s'ils sont significatifs.

NOTE 4 : JUGEMENTS UTILISES DANS LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

La préparation des états financiers du Groupe exige du management la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont rattachées.

Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.

Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :

- Le calcul des pertes de crédit attendues avec plus particulièrement l'évaluation du critère d'augmentation significative du risque de crédit, les modèles et hypothèses utilisés pour la mesure des pertes de crédit attendues, la détermination des différents scénarios économiques et de leur pondération ;
- L'usage de modèles internes pour le calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés sur un marché actif ;
- Des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels (goodwill principalement) ;
- Des provisions pour risque et charges entrant dans le champ d'application de la norme IAS 37.

NOTE 5 : INFORMATIONS RELATIVES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

5.1. ACTIF

ACTIF	Notes	31/12/2020	31/12/2019
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	5 .1.1	73 027	21 636
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5 .1.2	7 215 827	5 865 792
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		6 702 718	5 253 132
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat		513 109	612 661
Instruments dérivés de couverture			
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	5 .1.3	2 176 617	2 173 668
Instruments de dette comptabilisés à la JV par capitaux propres recyclables		2 127 344	2 124 394
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la JV par capitaux propres non recyclables		49 274	49 274
Titres au coût amorti	5 .1.4		
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	5 .1.5	710 951	772 919
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	5 .1.6	739 330	384 650
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux			
Placements des activités d'assurance			
Actifs d'impôt exigible		4 871	5 594
Actifs d'impôt différé		17 106	6 274
Comptes de régularisation et autres actifs	5 .1.7	821 022	865 834
Actifs non courants destinés à être cédés			
Participations dans des entreprises mises en équivalence			
Immeubles de placement			
Immobilisations corporelles	5 .1.8	92 890	61 911
Immobilisations incorporelles	5 .1.9	58 000	46 083
Ecart d'acquisition	5 .1.10	98 235	98 235
TOTAL ACTIF		12 007 876	10 302 595

5.1.1. Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux

	31/12/2020	31/12/2019
	Actif	Passif
Caisse	370	370
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	72 656	21 265
Total	73 027	21 636

5.1.2 Actifs financiers à la juste valeur par résultat

	31/12/2020				31/12/2019			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Instruments financiers et hiérarchie des actifs financiers à la juste valeur par résultat								
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		6 702 718		6 702 718		5 253 132		5 253 132
Bons du Trésor		4 483 407		4 483 407		4 070 989		4 070 989
Obligations et autres titres à revenu fixe		2 210 455		2 210 455		1 060 725		1 060 725
Actions et autres titres à revenu variable								
Titres de participation non consolidés								
Instruments dérivés		108 855		108 855		121 418		121 418
Autres actifs financiers détenus à la juste valeur par résultat	379 492	132 205	1 412	513 109	479 185	132 644	832	612 661
Total	379 492	6 834 923	1 412	7 215 827	479 185	5 385 776	832	5 865 792

5.1.3 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

	31/12/2020				31/12/2019			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Instruments financiers et hiérarchie des actifs financiers à la JVOCI*								
Instruments de dette comptabilisés à la JVOCI recyclables		2 127 344		2 127 344		2 124 394		2 124 394
Bons du Trésor		527 190		527 190		340 098		340 098
Obligations et autres titres à revenu fixe		1 600 153		1 600 153		1 784 296		1 784 296
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la JVOCI non recyclables			49 274	49 274			49 274	49 274
Total	2 127 344	49 274	2 176 617	2 176 617	2 124 394	49 274	2 173 668	2 173 668

*JVOCI : Juste valeur par capitaux propres

	31/12/2020				31/12/2019			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours et dépréciations par Bucket des actifs financiers à la JVOCI* sous IFRS 9								
Encours bruts	2 086 081	56 832		2 142 913	2 132 895			2 132 895
Dépréciations	11 261	4 309		15 569	8 501			8 501
Net	2 074 820	52 523		2 127 344	2 124 394			2 124 394

*JVOCI : Juste valeur par capitaux propres

5.1.4 Titres au coût amorti

	31/12/2020				31/12/2019			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours et dépréciations par Bucket des titres au coût amorti sous IFRS 9								
Encours bruts			50 000	50 000			50 000	50 000
Dépréciations			50 000	50 000			50 000	50 000
Net								

5.1.5 Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés

	31/12/2020				31/12/2019			
	A vue	A terme	Prêt et comptes à terme	Prêt subordonnés et participants	A vue	A terme	Prêt et comptes à terme	Prêt subordonnés et participants
A vue								
Comptes ordinaires				191 219				231 536
Prêts et comptes au jour le jour								
Valeurs reçues en pension au jour le jour								
A terme				522 918				544 103
Prêt et comptes à terme				513 424				433 333
Prêt subordonnés et participants								100 000
Valeurs reçues en pension à terme								
Créances rattachées				9 494				10 769
Encours bruts				714 137				775 639
Dépréciations				3 185				2 720
Encours nets				710 951				772 919

	31/12/2020				31/12/2019			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours et dépréciations par Bucket sous IFRS 9								
Encours bruts	714 137			714 137	775 639			775 639
Dépréciations	3 185			3 185	2 720			2 720
Net	710 951			710 951	772 919			772 919

5.1.6 Prêts et créances sur la clientèle

	Secteur public	Secteur privé			Total			
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	31/12/2020	31/12/2019		
Crédit de trésorerie					197 320	1 457	198 777	22 888
- Comptes à vue débiteurs					197 320	1 457	198 777	22 888
- Créances commerciales								
- Crédits à l'exportation								
Crédit à la consommation					2 577	2 577	2 577	2 248
Crédit à l'équipement					325 234		325 234	358 658
Crédit immobiliers					1 090	1 090	1 090	1 276
Intérêts courus à recevoir					605	605	605	453
Valeurs reçues en pension					217 579		217 579	
Créances acquises par affacturage								
Autres créances					7 477	7 477	7 477	8 661
Encours bruts		217 579	523 159	12 601	753 339		753 339	394 183
Dépréciations			7 071	6 938	14 009		14 009	9 533
Encours nets		217 579	516 088	5 662	739 330		739 330	384 650

	31/12/2020				31/12/2019			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours et dépréciations par Bucket sous IFRS 9								
Encours bruts	721 357	25 044	6 938	753 339	387 228			6 955
Dépréciations	7 049	22	6 938	14 009	2 714			6 819
Net	714 308	25 022	739 330	739 330	384 514			135

5.1.7 Comptes de régularisation et autres actifs

	31/12/2020	31/12/2019
Dépôt de garantie versés et cautionnements constitués	2 224	1 590
Créances fiscales	190 497	162 070
Produits à recevoir et changes comptabilisées d'avance	50 796	43 830
Débiteurs divers	566 323	641 331
Comptes de liaison	11 182	17 012
Total	821 022	865 834

5.1.8 Immobilisations corporelles

Valeurs brutes	Valeurs brutes au 31/12/2019	Acquisitions	Mises hors services et sorties	Valeurs brutes au 31/12/2020
Terrains et constructions	38 028	875		38 903
Matériel, outillage et transp.	5 742	661	25	6 378
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	57 286	4 045	17	61 314
Autres immobilisations corporelles				
En-cours	254	277		530
Droits d'utilisation	54 658	54 386	30 776	78 269
Total	155 968	60 244	30 818	185 393

Amortissements	Cumul amorti au 31/12/2019	Dotations	Reprises	Cumul amorti au 31/12/2020
Terrains et constructions	21 223	2 550	3	23 769
Matériel, outillage et transp.	2 927	846	25	3 748
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	40 534	5 600	17	46 118
Autres immobilisations corporelles				
En-cours				
Droits d'utilisation	29 372	6 594	17 098	18 868
Total	94 057	15 590	17 143	92 503

Valeurs nettes	31/12/2019	31/12/2020
Terrains et constructions	16 805	15 134
Matériel, outillage et transport	2 815	2 630
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	16 752	15 196
Autres immobilisations corporelles		
En-cours	254	530
Droits d'utilisation	25 286	59 401
Total valeurs nettes	61 911	92 890

Droits d'utilisation	31/12/2019	31/12/2020
Immobilier		
Valeurs brutes	54 658	78 269
Amortissements & dépréciations	29 372	18 868
Valeurs nettes	25 286	59 401

Droits d'utilisation	31/12/2019	31/12/2020
Mobilier		
Valeurs brutes		
Amortissements & dépréciations		
Valeurs nettes	25 286	59 401

5.1.9 Immobilisations incorporelles

	Valeurs brutes au 31/12/2019	Acquisitions	Cessions ou retraits	Dotation de l'exercice	Valeurs brutes au 31/12/2020
Valeurs brutes	117 778	27 474	2 534		142 719
Amortissements	71 696			13 023	84 719
Net	46 083	27 474	2 534	13 023	58 000

5.1.10 Ecarts d'acquisition

	31/12/2019	Augmentations (acquisition)	Diminutions (cession)	Perte de valeur de la période	Autres mouvements	31/12/2020
Valeur brute	98 235					98 235
CDG Capital Gestion	93 424					93 424
CDG Capital Bourse	4 802					4 802
CDG Capital Real Estate	9					9
Cumul des pertes de valeur						
CDG Capital Gestion						
CDG Capital Bourse						
CDG Capital Real Estate						
Valeurs nettes	98 235					98 235

5.2. PASSIF

PASSIF	Notes	31/12/2020	31/12/2019
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2.1	42 524	64 233
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		42 524	64 233
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option			
Instruments dérivés de couverture			
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5.2.2	4 723 759	3 338 889
Dettes envers la clientèle	5.2.3	1 550 452	1 480 906
Titres de créance émis	5.2.4	1 926 197	1 714 786
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux			
Passifs d'impôt exigible		45 834	41 482
Passifs d'impôt différé			
Comptes de régularisation et autres passifs	5.2.5	2 524 471	2 487 172
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés			
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance			
Provisions	5.2.6	3 861	2 775
Subventions et fonds assimilés			
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie			
Capitaux propres		1 190 779	1 172 351
Capitaux propres part du groupe		1 190 779	1 172 351
Capital et réserves liées		930 000	780 000
Réserves consolidées		174 222	305 397
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(7 157)	(4 449)
Résultat net de l'exercice		93 714	91 402
Intérêts minoritaires			
TOTAL PASSIF		12 007 876	10 302 595

5.2.1. Passifs financiers à la juste valeur par résultat

	31/12/2020				31/12/2019			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Portefeuille de transaction		42 524		42 524		64 233		64 233
Instruments en valeur de marché sur option								
Total		42 524		42 524		64 233		64 233

5.2.2. Dettes envers les établissements de crédit et assimilés

	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc				Total 31/12/2020	Total 31/12/2019
	Bank Al - Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger		
Comptes ordinaires créditeurs		4 495	122 016	1 173	127 684	61 292
Valeurs données en pension	1 722 793				1 722 793	2 278 264
- au jour le jour						501 779
- à terme	1 722 793				1 722 793	1 776 485
Emprunts de trésorerie		169 191	2 640 000		2 809 191	970 063
- au jour le jour			2 640 000		2 640 000	970 063
- à terme		169 191			169 191	
Emprunts financiers						
Intérêts courus à payer	286	79	114		479	501
Autres dettes		2 942			2 942	
Dettes locatives		60 669			60 669	28 769
Total	1 723 079	237 376	2 762 130	1 173	4 723 759	3 338 889

Variation des dettes locatives	31/12/2019	Augmentations	Diminutions	31/12/2020
Dettes locatives	54 658	54 386	30 776	78 269
Amortissements	25 889	6 254	14 543	17 600
Valeurs nettes	28 769	48 133	16 233	60 669

5.2.3. Dettes envers la clientèle

	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2020	Total 31/12/2019
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Comptes à vue créditeurs	56 694	249 725	245 072	173 461	724 952	599 569
Comptes d'épargne						
Dépôts à terme		560 406		2 000	562 406	504 907
Valeurs données en pension						129 975
Autres comptes créditeurs	198 439	5 461	50 572		254 472	237 531
Intérêts courus à payer		8 598	24		8 622	8 925
Total	255 133	824 190	295 668	175 461	1 550 452	1 480 906

5.2.4. Titres de créances émis

	31/12/2019	Augmentations	Diminutions	31/12/2020
Bons de caisse				
Titres du marché interbancaire				
Titres de créances négociables	1 714 786	1 351 800	1 140 389	1 926 197
Emprunts obligataires				
Autres dettes représentées par un titre				
Total	1 714 786	1 351 800	1 140 389	1 926 197

5.2.5. Comptes de régularisation et autres passifs

	31/12/2020	31/12/2019
Opération diverses sur titres	2 263 911	2 137 767
Sommes dues à l'Etat	89 427	112 800
Clients avances et acomptes	2 700	2 642
Charges à payer	33 270	27 899
Dividendes à payer		
Autres passifs	135 163	206 065
Total	2 524 471	2 487 172

5.2.6. Provisions

Provisions	31/12/2019	Augmentations	Diminutions	31/12/2020
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires				
Provisions pour autres risques et charges	2 775	2 550	1 464	3 861
Total	2 775	2 550	1 464	3 861

Variation des provisions	31/12/2019	31/12/2020
court terme	2 775	3 861
Long terme		
Total	2 775	3 861

NOTE 6 : INFORMATIONS RELATIVES À L'ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ	Notes	31/12/2020	31/12/2019
+ Intérêts et produits assimilés	6.1	122 557	105 205
- Intérêts et charges assimilées	6.1	(145 891)	(145 948)
Marge d'intérêt		(23 335)	(40 743)
+ Commission (produits)	6.2	180 394	164 039
- Commission (charges)	6.2	(8 141)	(5 132)
Marge sur commissions		172 254	158 907
+/- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste par résultat	6.3	128 518	109 513
+/- Gains ou pertes nets des instruments mesurés à la juste valeur par capitaux propres	6.4	12 182	10 447
+ Produits des autres activités	6.5	127 674	148 205
- Charges des autres activités	6.5	(23 916)	(29 640)
Produit net bancaire		393 378	356 689
- Charges générales d'exploitation	6.6	(197 539)	(186 842)
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	6.7	(24 805)	(23 609)
Résultat brut d'exploitation		171 034	146 238
Coût du risque	6.8	(15 716)	957
Résultat d'exploitation		155 318	147 195
+/- Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence			
+/- Gains ou pertes nets sur autres actifs		227	317
+/- Variations de valeurs des écarts d'acquisition			
Résultat avant impôt		155 545	147 513
- Impôt sur les résultats	6.9	(61 831)	(56 110)
+/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession			
Résultat net		93 714	91 402
Intérêts minoritaire			
Résultat net - part du groupe		93 714	91 402
Résultat de base par action (en dirhams)	6.10	10,08	11,72
Résultat dilué par action (en dirhams)	6.10	10,08	11,72

RESULTAT NET ET GAIN ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	Notes	31/12/20	31/12/19
Résultat net		93 714	91 402
Ecarts de conversion			
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		(2 708)	(9 268)
Réévaluation des immobilisations			
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies			
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence			
Impôt			
Total des gain et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(2 708)	(9 268)
Résultat net et gain et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		91 006	82 134
Dont part du groupe		91 006	82 134
Dont part des minoritaire			

6.1. Marge d'intérêt

	31/12/20	31/12/19
Sur opérations avec les établissements de crédits	28 147	19 543
Sur opérations avec la clientèle	20 988	21 546
Intérêts courus et échus sur titres	72 004	63 209
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture		
Sur opérations de crédit bail		
Autres intérêts et produits assimilés	1 418	907
Produits d'intérêt	122 557	105 205
Sur opérations avec les établissements de crédits	30 932	44 360
Sur opérations avec la clientèle	55 302	58 857
Sur dettes représentées par titres	57 562	37 665
Sur dettes subordonnées		
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture		
Sur opérations de crédit bail		
Autres intérêts et charges assimilées	2 096	5 066
Charges d'intérêt	145 891	145 948

6.2. Commissions

	Produits	Charges	31/12/20 Net	Produits	Charges	31/12/19 Net
Gestion et conservation d'actifs	158 027	4 950	153 078	143 888	3 532	140 356
Prestations et services pour conseils financiers	21 678		21 678	18 701		18 701
Autres	690	3 191	(2 502)	1 449	1 600	(151)
Produits et charges nets des commissions	180 394	8 141	172 254	164 039	5 132	158 907

6.3. Résultat sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

	31/12/20	31/12/19
Dividendes reçus		529
Plus ou moins values réalisées sur cession actifs/passifs à la juste valeur par le résultat	137 969	94 387
Plus ou moins values latentes sur actifs/passifs à la juste valeur par le résultat	(10 043)	22 377
Solde des relations de couverture des instruments dérivés ne répondant plus aux conditions de la comptabilité de couverture		
Variation de juste valeur des instruments dérivés	593	(7 780)
Inefficacité de couverture à la juste valeur		
Inefficacité de couverture de flux de trésorerie		
Gains ou pertes nets	128 518	109 513

6.4. Résultat sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

	31/12/20	31/12/19
Dividendes reçus		
Plus ou moins values sur cession actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	12 182	10 447
Gains ou pertes net	12 182	10 447

6.5. Résultat des autres activités

	31/12/20	31/12/19
Produits de la promotion immobilière		
Produits sur opérations de location simple		
Variations de juste valeur des immeubles de placement		
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance		
Autres produits nets de l'activité d'assurances		
Variation des provisions techniques des contrats d'assurances		
Autres produits (charges) nets	103 758	118 565
Produits et charges nets des autres activités	103 758	118 565

6.6. Charges générales d'exploitation

	31/12/20	31/12/19
Charges de personnel	126 858	123 282
Impôts et taxes	3 246	3 144
Services extérieurs et autres charges	67 435	60 415
Charges générales d'exploitation	197 539	186 842

Charges du personnel	31/12/20	31/12/19
Salaires et appointements	53 405	44 816
Primes et indemnités	56 586	60 887
Charges d'assurances sociales, et de retraite	11 963	11 657
Autres charges de personnel	4 904	5 922
Total	126 858	123 282

6.7. Amortissements et dépréciations des immobilisations

	31/12/20	31/12/19
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	15 590	14 685
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	13 023	8 924
Dotations nettes aux provisions pour dépréciation	(3 808)	
Amortissements et dépréciations des immobilisations	24 805	23 609

6.8. Coût du risque

	31/12/20	31/12/19
Dotations aux provisions	12 010	100
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	4 941	100
Provisions pour dépréciation des titres	7 069	
Provisions pour risques		
Reprises sur provisions	1 464	1 057
Provisions pour dépréciation des prêts et créances		
Provisions pour dépréciation des titres		890
Provisions pour risques	1 464	168
Variation des provisions	10 546	(957)
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables	5 171	
Récupérations sur prêts et créances amorties		
Autres pertes		
Coût du risque	15 716	(957)

6.9. Charge d'impôt reconnue en état du résultat global

	31/12/20	31/12/19
Charge d'impôts courants	71 915	52 967
Charge d'impôts différés	(10 084)	3 143
Charge d'impôts de la période	61 831	56 110

6.10. Résultat de base et résultat dilué par action

	31/12/20	31/12/19
Résultat net part du Groupe	93 714	91 402
Nombre d'actions ordinaires émises	9 300 000	7 800 000
Résultat par action en dirhams	10,08	11,72

NOTE 7 : ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

	31/12/2020	31/12/2019
Engagements de financements et de garantie donnés	62 974	1 421 520
Engagements de financement en faveur s'établissements de crédit et assimilés		
- Crédits documentaires import		
- Acceptations ou engagements de payer		
- Ouvertures de crédit confirmés		
- Engagements de substitution sur émission de titres		
- Engagements irrévocables de crédit-bail		
- Autres engagements de financement donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	62 309	166 832
- Crédits documentaires import		
- Acceptations ou engagements de payer		
- Ouvertures de crédit confirmés	16 344	166 832
- Engagements de substitution sur émission de titres		
- Engagements irrévocables de crédit-bail		
- Acceptations ou engagements de payer		
- Autres engagements de financement donnés	45 965	
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
- Crédits documentaires export confirmés		
- Acceptations ou engagements de payer		
- Garanties de crédits donnés		
- Autres cautions, avais et garantie données		
- Engagements en souffrance		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	665	1 254 688
- Garanties de crédits donnés		
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique		
- Autres cautions et garanties données	665	1 254 688
- Engagements en souffrance		
Engagements de financements et de garantie reçus	500 000	509 438
Engagements de financement reçus s'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
- Ouvertures de crédit confirmés		
- Engagements de substitution sur émission de titres		
- Autres engagements de financement reçus	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés		9 438
- Garantie de crédits		9 438
- Autres garanties reçues		
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
- Garanties de crédits		
- Autres garanties reçues		

NOTE 8 : INFORMATIONS RELATIVES AU TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres recyclables	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres non recyclables	Capitaux propres part groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres de clôture 31 décembre 2019	780 000			396 800	8 782	(13 230)	1 172 351		1 172 351
Changement de méthodes comptables									
Autres variations				(2 618)			(2 618)		(2 618)
Capitaux propres d'ouverture 1^{er} janvier 2020	780 000			394 182	8 782	(13 230)	1 169 733		1 169 733
Opérations sur capital	150 000						150 000		150 000
Paiements fondés sur des actions									
Opérations sur actions propres									
Dividendes				(219 960)			(219 960)		(219 960)
Résultat de l'exercice au 31 décembre				93 714			93 714		93 714
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions (D)									
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat (E)					(2 708)		(2 708)		(2 708)
Ecarts de conversion : variations et transferts en Résultat (F)									
Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)					(2 708)		(2 708)		(2 708)
Variation de périmètre									
Autres variations									
Capitaux propres de clôture 31 décembre 2020	930 000			267 935	6 074	(13 230)	1 190 779		1 190 779

NOTE 9 : INFORMATIONS RELATIVES AU TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

FLUX DE TRÉSORERIE	31/12/2020	31/12/2019
1. Résultat avant impôts (A)	155 545	147 513
2. +/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	24 805	23 609
3. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		
4. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	10 529	(809)
5. +/- Dotations nettes aux provisions	(1 464)	(924)
6. +/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		
7. +/- Perte nette/gain net des activités d'investissement		
8. +/- Produits/charges des activités de financement		
9. +/- Autres mouvements	(2 377)	(1 847)
10. = Total (2) à (9) des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements (B)	31 492	20 029
11. +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédits et assimilés	1 414 472	377 703
12. +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	(289 610)	(725 276)
13. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(1 163 282)	(1 135 750)
14. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(25 105)	1 407 680
15. - Impôts versés	(72 123)	(53 749)
16. = Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (Total des éléments 11 à 15) (C)	(135 648)	(129 391)
17. FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE (Total des éléments A, B et C) (D)	51 389	38 151
18. +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations		
19. +/- Flux liés aux immeubles de placements		
20. +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(36 748)	(59 350)
21. FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (Total des éléments 18 à 20) (E)	(36 748)	(59 350)
22. +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(69 960)	(80 000)
23. +/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		
24. FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (Total des éléments 22 et 23) (F)	(69 960)	(80 000)
25. Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie		
26. AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (Total des éléments D, E et F)	(55 319)	(101 199)
COMPOSITION DE LA TRÉSORERIE	31/12/2020	31/12/2019
27. TRÉSORERIE ET EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE A L'OUVERTURE	191 880	293 079
28. Caisse, banque centrales, CCP (actif & passif)	21 636	274 710
29. Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	170 244	18 369
30. TRÉSORERIE ET EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE A LA CLOTURE	136 561	191 880
31. Caisse, banque centrales, CCP (actif & passif)	73 027	21 636
32. Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	63 535	170 244
33. VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	(55 319)	(101 199)

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte

- Les activités opérationnelles sont représentatives des activités génératrices de produits de CDG Capital et filiales ;
- Les activités d'investissement représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles ;
- Les activités de financement résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres, les dettes subordonnées et les dettes obligataires.

La notion de trésorerie nette comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales et CCP, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

NOTE 10 : INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

10.1. Preuve d'impôts

	31/12/2020	31/12/2019
Résultat net de l'ensemble consolidé	93 714	91 402
Impôts exigibles (IS)	71 915	52 967
Impôts différés	(10 084)	3 143
Total charge fiscale consolidée IFRS	61 831	56 110
Résultat de l'ensemble consolidé avant impôts	155 545	147 513
Taux effectif d'impôt (Total charge fiscale retraitée/résultat comptable IFRS retraité avant impôts)	40%	38%
Montant de différences de taux mère/filiale	2 650	(1 531)
Impôt sur différences temporelles		
Effet des autres éléments		
Charge fiscale recalculée	64 481	54 580
Taux d'impôt légal au Maroc	37%	37%

10.2. Variation des impôts différés au cours de la période

	31/12/2019	Montants reconnus en résultat	Montants reconnus en capitaux propres	31/12/2020
Impôt différés actifs	6 274	(10 084)	20 916	17 106
Impôt différés passifs				
Impôts différés actifs/passifs	6 274	(10 084)	20 916	17 106

10.3. Datation et événements postérieurs

I. DATATION

- Date de clôture de l'exercice : 31/12/2020
- Date d'établissement des états de synthèse : 11-mars-2021

II. EVÉNEMENTS POSTÉRIEURS AU

31/12/2020

NEANT

NOTE 11 : INFORMATION SECTORIELLE

CDG Capital exerce ses activités sur un seul secteur opérationnel : Banque d'investissement.

NOTE 12 : PASSIFS ÉVENTUELS

"Conformément à la législation fiscale en vigueur, les exercices 2017 à 2020 ne sont pas prescrits. Les déclarations fiscales du Groupe CDG Capital au titre de l'impôt sur les sociétés (IS), de la TVA et de l'impôt sur les revenus salariaux (IR), relatives auxdits exercices peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration et de rappels éventuels d'impôts et taxes.

Au titre de la période non prescrite, les impôts émis par voie de rôles peuvent également faire l'objet de révision."

NOTE 13 : GESTION DES RISQUES

1. DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

1.1 CADRE GENERAL ET GOUVERNANCE

La gestion des risques liée aux activités de CDG Capital est une composante permanente et transversale qui intervient dans l'ensemble des phases commerciales, opérationnelles, décisionnelles et de suivi des risques.

La mise en œuvre de la politique de gestion globale des risques est assurée, au sein de CDG Capital, à tous les niveaux organisationnels, notamment par le Conseil d'Administration et une multitude d'instances opérationnelles et décisionnelles.

Les principales catégories de risques gérées sont :

- Risque de crédit ;
- Risque de contrepartie ;
- Risque de concentration ;
- Risque sectoriel ;
- Risque pays ;
- Risque de marché ;
- Risques structurels du bilan (Risques de taux et de liquidité) ;
- Risques opérationnels et Plan de Continuité des Activités.

1.2 RISQUE DE CREDIT

Le risque de crédit est défini comme la probabilité qu'une contrepartie (banque, entreprise, office, institution, fonds ou une personne physique) ne remplisse pas ses obligations conformément aux conditions convenues. L'évaluation de cette probabilité de défaut et du taux de recouvrement du prêt ou de la créance en cas de défaut est un élément essentiel dans l'évaluation de la qualité du crédit.

1.2.1 Dispositif de gestion du risque de crédit et de suivi des engagements :

CDG Capital a organisé un corps procédural concernant la maîtrise des risques qui rassemble les concepts, principes et règles à observer durant la vie d'un engagement. Toute opération de crédit/engagement nécessite une analyse approfondie de la capacité du client à honorer ses obligations et de la façon la plus efficiente de structurer l'opération, notamment en termes de sûretés, de maturité et de tarification du risque de crédit.

Le Comité de Crédit (CdC) est une instance décisionnelle qui couvre l'ensemble des expositions de la banque, dont le montant dépasse les délégations de pouvoirs en la matière. Il est chargé d'examiner et de statuer sur toute demande de crédit/engagement/exposition de toute nature (activité de marché et de crédit) et contrepartie (entreprise, institution financière, client privé) et sur tout autre dossier que l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements estime nécessaire de présenter.

Le CGR est une instance décisionnelle émanant du Conseil d'Administration de CDG Capital qui a pour rôle d'examiner et de valider toutes les expositions de la banque, dont le montant est fixé par sa charte.

Le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur des processus déclinés suivant les segments de contreparties engagées avec la banque :

Segment Corporate

Au niveau du segment corporate (grandes entreprises, contreparties financements spécialisés et office), le processus de gestion est décliné comme suit :

- Un encadrement au niveau du processus d'octroi des engagements. Ce processus définit le fond de dossier d'engagement comme étant le point de départ de l'analyse des demandes d'engagement. Ce fond de dossier doit être composé de tous les documents nécessaires à la production de l'avis critique de l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements et de la décision du CdC ou du CGR. Les éléments constitutifs du fond de dossier d'engagement sont insérés au niveau d'une check-list interne ;
- Un système de notation interne dédiée par catégorie de contrepartie ;
- Un dispositif de limites d'exposition calibré sur les notations internes et en respect des seuils prudentiels ;
- Un système de délégation de pouvoir par Direction Métier ;
- Un système d'échéancier interne de revue des dossiers de crédit, indépendant de la maturité des concours bancaires accordés ;
- Un dispositif de gestion des engagements sensibles composé de deux listes de suivi interne.

Segment des personnes physiques (PP)

Au niveau du segment des personnes physiques (PP) : le dispositif de gestion du risque de crédit suit le même processus d'octroi des engagements que celui relatif au marché corporate. Autrement dit, il nécessite une analyse et une appréciation approfondie de la capacité de remboursement de l'emprunteur intégrant le dispositif de garanties proposé.

Autres Segments

Au niveau du segment autre que celui relatif au segment corporate et PP : le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur le dispositif de limite interne défini pour chaque contrepartie de la banque. Le calibrage des limites repose sur l'appréciation des fondamentaux économiques et financiers de la contrepartie (y compris notation interne) et sur le respect permanent des seuils prudentiels en la matière.

Par ailleurs, le dispositif de suivi des engagements repose sur la tenue régulière du reporting interne dédié au risque de crédit et au suivi des engagements. Ce dernier reprend l'ensemble des expositions en propre de la banque, de toute nature qu'elles soient issues des activités de crédit ou de marché.

La notation interne joue un rôle principal dans le processus d'octroi des engagements et dans la gestion des risques liés aux positions prises par la banque. Elle constitue plus généralement un outil d'aide à l'évaluation, à la décision et au suivi du risque de contrepartie.

CDG Capital dispose à ce jour de trois systèmes de notation interne :

- Le système de notation propre aux grandes entreprises ;
- Le système de notation spécifique aux établissements bancaires (modèle en cours de mise à jour) ;
- Le système de notation propre à la catégorie de contrepartie des financements spécialisés regroupant les financements de projets et l'immobilier professionnel.

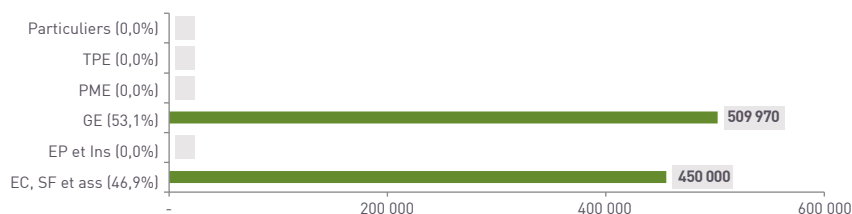
L'exercice de révision des notes est réalisé au moins une fois par an à la réception des liasses fiscales ou encore lors de la revue de portefeuille. Il peut également être provoqué suite à la constatation d'un événement d'alerte.

Dans un objectif de couverture des risques (crédit et contrepartie), auxquels CDG Capital est exposée, la Direction de la Gestion Globale des Risques (DGGR) a mis en place un dispositif de gestion et d'évaluation des garanties recueillies par la banque. Ce dispositif repose sur le principe que la recherche de garantie est recommandée pour tout type de financement.

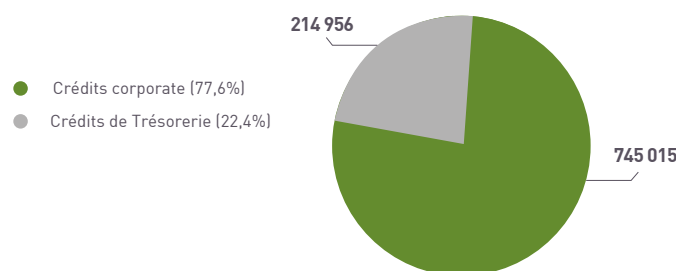
En outre, le risque de contrepartie est la manifestation du risque de crédit à l'occasion d'opérations de marché, d'investissements, et/ou de règlements. Ces opérations comprennent les contrats bilatéraux, que ce soit de gré à gré ou standardisés, qui peuvent exposer CDG Capital au risque de défaut de sa contrepartie. Le montant de ce risque varie au cours du temps avec l'évolution des paramètres de marché affectant la valeur potentielle future des transactions concernées.

1.2.2 Données quantitatives de mesure et de suivi du risque de crédit

La répartition des contreparties de CDG Capital est faite selon une segmentation prudentielle offrant une classification des différents profils de risque. Ci-dessous un aperçu de cette répartition à fin décembre 2020 (en milliers de dirhams) :



Le portefeuille des crédits de CDG Capital demeure constitué essentiellement de deux types d'engagement : les crédits corporate et les crédits de trésorerie.



Répartition des engagements «activité de crédit» au 31/12/2020

1.3 RISQUE DE CONCENTRATION :

Le risque de concentration est le risque inhérent à une exposition de nature à engendrer des pertes importantes pouvant menacer la solidité financière de CDG Capital ou sa capacité à poursuivre ses activités essentielles. Le risque de concentration peut découler de l'exposition envers des contreparties individuelles, des groupes d'intérêt, des contreparties appartenant à un même secteur d'activité ou à une même région géographique ou des contreparties dont les résultats financiers dépendent d'une même activité ou d'un même produit de base.

La gestion de ce risque est assurée par l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements. Cette dernière centralise l'ensemble des expositions portées par les entités et filiales de CDG Capital et permet de disposer en permanence d'un tableau de bord offrant :

- Une vision globale du profil d'exposition aux risques de crédit/contrepartie de la banque et de son évolution ;
- Un outil de pilotage du risque de concentration conformément aux limites internes et réglementaires en vigueur.

1.4 RISQUE PAYS

Le risque pays mesure l'impact potentiel des conditions économiques, financières, politiques ou sociales spécifiques d'un pays étranger sur les créances ou expositions de CDG Capital.

Le dispositif de gestion de ce risque repose sur une combinaison d'analyse des environnements macro et micro économiques et politique du pays et sur les notations externes des souverains attribuées par les agences de rating.

1.5 RISQUES DE MARCHÉ

1.5.1 Facteurs de risque

Les risques de marché représentent les risques de pertes liées à la variation des paramètres de marché, notamment :

- **Les taux d'intérêt** : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
- **Les taux de change** : le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise ;
- **Les prix** : le risque de prix résulte de la variation de prix et de la volatilité des actions et des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions ;
- **Les spreads de crédit** : le risque de crédit correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution des spreads de crédit sur un émetteur ou sur un panier d'émetteurs. Pour les produits structurés de crédit s'ajoute également le risque de variation de juste valeur lié à l'évolution de la corrélation entre les défauts des émetteurs (base-corrélation).

1.5.2 Modèle interne du risque de marché

L'exposition de CDG Capital aux risques de marché est gérée à travers un ensemble d'indicateurs qui font l'objet d'un suivi permanent et qui sont intégrés dans la gestion opérationnelle des risques de marché au quotidien.

L'élément central du dispositif de contrôle des risques de marché est la Value at Risk (VaR). Développé depuis fin 2010, le modèle interne de VaR est homologué par BAM pour le calcul des fonds propres réglementaires et pilotage des risques de marché depuis mars 2013.

La mise en place du modèle interne des risques de marché a permis de doter la banque d'un véritable outil de pilotage et d'aide à la décision qui couvre l'essentiel des activités de marché.

L'évaluation des risques de marché repose sur la combinaison de plusieurs types d'indicateurs de mesure formalisés dans le dispositif de limites internes (DLI) validé par la Direction Générale, donnant lieu à un encadrement par des limites de différentes natures et faisant l'objet d'un suivi quotidien.

La gestion des dépassements est régie par une procédure interne qui fixe les modalités à observer ainsi que la démarche à suivre pour l'obtention d'une autorisation de dépassement de limites.

1.5.3 Dispositif de stress test et adéquation des fonds propres

Les simulations de scénarios de crise consistent à appliquer des combinaisons de chocs extrêmes aux paramètres de marché dans le but de mesurer l'impact de conditions particulièrement défavorables sur le portefeuille de négociation de la banque.

Le dispositif de stress test constitue un complément au calcul de VaR et les résultats sont un facteur clé dans l'évaluation du niveau des exigences en fonds propres et de l'adéquation de ces derniers compte tenu de l'exposition de la banque aux risques de marché.

A fin décembre 2020, les fonds propres prudentiels absorbent les pertes issues de la réalisation du programme de stress tests. Les ratios tier 1 et de solvabilité demeurent supérieurs aux minimums exigés.

1.6 RISQUES STRUCTURELS DU BILAN

La gestion des risques structurels au sein de CDG Capital constitue une composante transverse qui concerne l'ensemble des activités de la banque, à travers une analyse permanente de la structure du bilan et des profils du risque de taux et de liquidité.

Dans ce sens, le dispositif de gestion des risques structurels, validé par les instances de gouvernance de la Banque, s'inscrit dans le cadre des normes professionnelles et réglementaires, des règles définies par le comité de Bâle ainsi que les recommandations de l'autorité de supervision bancaire.

Le risque de taux d'intérêt se définit comme étant le risque que la situation financière de la banque se dégrade suite à une évolution défavorable des taux d'intérêt.

Le suivi du risque de taux d'intérêt s'appuie principalement sur les gaps cumulés de taux d'intérêt à travers le suivi régulier des indicateurs suivants :

- la chronologie de gaps de taux d'intérêt ;
- l'interprétation des gaps mesurés par tranches d'échéances en vue de prévoir les risques encourus face à une baisse ou à une hausse des taux ;
- la sensibilité de la marge d'intermédiation aux différents scénarios d'évolution des taux ;
- le comportement de la marge d'intérêt suite à des scénarios de stress.

A fin décembre 2020, les résultats de scénarios de stress, font ressortir une perte maximale de 4,14% des FP de base, obtenue sous l'hypothèse d'un déplacement parallèle de la courbe de taux de 200 bps.

Le risque de liquidité désigne le risque pour la banque de ne pas pouvoir s'acquitter, dans des conditions normales, des engagements financiers prévus.

Le suivi et le pilotage du risque de liquidité est effectué sur la base de deux approches : une approche à court terme via la mesure du ratio de liquidité à court terme stressé, à savoir le Liquidity Coverage Ratio (LCR) et une approche globale basée sur un matching de la nature et des maturités des ressources avec celles des placements de CDG Capital.

L'approche à court terme consiste en un suivi permanent du respect du coefficient réglementaire de liquidité. Ce coefficient constitue, un moyen de mesure de l'adéquation entre les actifs liquides de haute qualité et les ressources exigibles à vue et/ou à court terme. Ce suivi est complété par des scénarios stress test visant à évaluer la capacité de la trésorerie rapidement mobilisable de la banque à couvrir des sorties massives de liquidités.

CDG Capital s'assure du respect permanent de la limite réglementaire du LCR. Ce dernier a affiché des niveaux confortables durant 2020, avec un niveau minimum de **117%** à fin décembre 2020.

Le comité Asset and Liabilities Committee (ALCO) constitue l'occasion de présenter au management de la banque la synthèse de l'examen régulier du profil de taux et de liquidité de la banque, l'analyse de l'évolution du ratio de liquidité et les résultats des stress tests appliqués.

1.7 RISQUES OPERATIONNELS

CDG Capital a mis en place des processus, des outils de gestion et une infrastructure de contrôle pour renforcer la maîtrise et le pilotage des risques opérationnels dans l'ensemble de ces métiers. Ces dispositifs comprennent, entre autres, des procédures générales et spécifiques, une surveillance permanente, des plans de continuité d'activité, des Comités nouveaux produits et des comités dédiés à la surveillance et la gestion de risques opérationnels.

CDG Capital dispose d'un manuel de procédures qui définit les processus opérationnels des différents segments de ses activités. Ces procédures prévoient des règles de gestion, de contrôle et de séparation de fonction. Elles reposent aussi sur un système de délégation de signature qui permet une définition des responsabilités et une meilleure gestion des « back-up ».

Cette organisation a collaboré, à la mise en place de cartographie des risques par lignes métier qui permet d'identifier, d'évaluer et de contrôler l'ensemble des risques opérationnels.

Contenu de la situation sanitaire mondiale, CDG Capital a mis en place un plan de continuité dédié à la pandémie du « Covid-19 », elle permet d'évaluer l'impact du risque sanitaire sur la continuité d'activité de la banque et met en place des moyens et des procédures, pour traiter éventuellement l'ensemble des risques opérationnels générés par cette crise.

Sécurité de l'information

L'information et plus particulièrement les données numériques constituent une des matières premières principales des activités d'une banque. La dématérialisation quasi achevée, le besoin de rapidité des opérations et leur automatisation toujours plus poussée, renforcent continuellement le besoin de maîtrise du risque relatif à la sécurité de l'information.

CDG Capital dispose d'un Système d'Information (SI) organisé de façon à satisfaire les besoins des pôles métiers dans les meilleures conditions techniques et opérationnelles. On classe les applications en trois catégories :

- Cœur de métier (critique pour l'activité de CDG Capital) ;
- Verticale (SI dédié à une direction de CDG Capital) ;
- Horizontale (Transverse aux directions de CDG Capital).
- La sécurité informatique se traduit à travers 2 principaux axes :
 - Sécurité réseau ;
 - Sécurité opérationnelle et veille de sécurité.

La surveillance des pertes internes :

La collecte des pertes internes (mais également des gains et des quasi-pertes) concerne l'ensemble des métiers de la banque. Ce processus a permis aux opérationnels :

- De définir et mettre en œuvre les actions correctrices appropriées (évolution des activités ou des processus, renforcement des contrôles, etc...) ;
- De s'approprier de nouveaux concepts et outils de gestion des risques opérationnels ;
- D'acquiescer une meilleure connaissance de leurs zones de risques ;
- De mieux diffuser une culture du risque opérationnel au sein de la banque et de ces filiales.

1.8 PLAN DE CONTINUITÉ DE L'ACTIVITÉ (PCA)

Les dispositifs de gestion de crise et de continuité d'activité visent à minimiser autant que possible les impacts d'éventuels sinistres sur les clients, le personnel ou les infrastructures, et donc à préserver la réputation de CDG Capital, l'image de ses produits et sa solidité financière. Ils répondent également à une obligation réglementaire. La démarche de mise en place et d'optimisation des dispositifs de continuité d'activité de toute entité de la banque s'appuie sur une méthodologie conforme aux standards. Elle consiste principalement à identifier les menaces qui pèsent sur l'entreprise et leurs effets possibles, à mettre en place une capacité de réponse efficace à divers scénarii de crise.

A ce titre CDG Capital a initié depuis début 2009 la mise en place de son Plan de Continuité d'Activité (y compris la composante Plan de Secours Informatique), afin de se prémunir face à l'éventuelle survenance d'une menace de nature à perturber significativement le bon déroulement de son activité.

Suite à la finalisation du projet de déploiement du PCA en 2013, en incluant les scénarios majeurs précédemment cités, l'année 2014 a été consacrée au lancement de la phase de maintien en conditions opérationnelles du PCA. Ceci nous a permis de s'assurer de la fiabilisation des installations. Aussi, l'année nous a permis de finaliser le projet PCA de la filiale casablancaise CDG Capital Gestion.

L'exercice 2020 a été marqué principalement par l'activation du PCA Pandémie CDG Capital en date du 15 mars 2020.

La continuité d'activité et la santé de nos collaborateurs comme objectif pour dépasser cette crise sanitaire.

La gestion de crise Covid-19 a été placée au centre des actions programmées courant de l'année 2020.

2. GESTION DU CAPITAL ET ADEQUATION DES FONDS PROPRES (FP)

2.1 DISPOSITIF DE GESTION DU CAPITAL

Le dispositif de capital Management repose sur les principes directeurs suivants :

- La tenue de la production réglementaire, notamment le pilier 1 de Bâle portant sur la mesure des exigences minimales de fonds propres au titre des risques prudentiels de crédit, marché et opérationnel ;
- La mise en place des outils internes d'évaluation de l'adéquation du capital économique au profil global de risque de la banque ;
- Le contrôle permanent de la capacité des fonds propres prudentiels à absorber les pertes issues de l'application des scénarios de chocs et de stress tests adaptés à la nature des risques encourus ;
- Le pilotage dynamique des fonds propres, à travers l'anticipation des projections futures du capital requis, permettant la maîtrise du niveau de solvabilité issu des orientations budgétaires et du business plan de la banque.

Le processus d'optimisation et d'allocation des fonds propres vise :

- L'analyse la rentabilité ajustée par le risque, à travers l'appréciation de la performance d'une activité / engagement compte tenu des risques encourus ;

- L'affectation prioritaire des FP aux activités assurant un profil rendement / risque convenable ;
- Le pilotage de la stratégie de développement (lancement de nouvelles activités, nouveaux produits, etc...);
- Conformité par rapport aux exigences du régulateur en matière de gestion des FP.

2.2 COMPOSITION DES FONDS PROPRES

Les modalités de détermination des fonds propres prudentiels de CDG Capital sont régies par les dispositions de la circulaire N°14/G/2013 relative aux fonds propres des établissements de crédit.

A fin décembre 2020, les fonds propres prudentiels de CDG Capital aussi bien sur base individuelle que consolidée sont composés de **96%** des fonds propres de catégorie 1.

Les fonds propres de catégorie 2 sont composés des plus-values latentes sur titres de placement et des provisions pour risques généraux conformément aux modalités d'inclusion dictées par BAM.

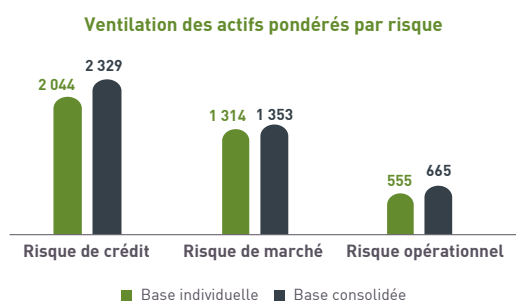
A fin décembre 2020, les fonds propres prudentiels sur base sociale s'établissent à **921** Mdhs, contre **936** Mdhs sur base consolidée.

2.3 Actifs pondérés et exigences en fonds propres au titre du risque de crédit, risques de marché et risque opérationnel

Les risques pondérés sont calculés selon les approches suivantes :

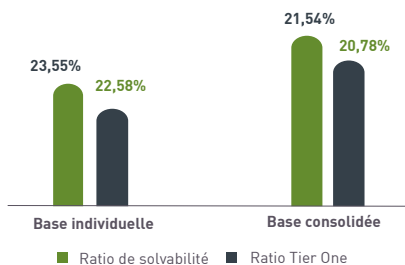
Zone de risque	Approche d'évaluation	Référence réglementaire
Risque de crédit	Méthode standard	Circulaire N° 26/G/2006
Risque de marché pour les produits homologués par la banque centrale	Méthode avancée	Circulaire N° 08/G/2010
Risque de marché relatif aux produits non homologués par la banque centrale	Méthode standard	Circulaire N° 26/G/2006
Risque opérationnel	Méthode indicateur de base	Circulaire N° 26/G/2006

Le graphe ci-dessous présente la ventilation des actifs pondérés à fin décembre 2020 sur base individuelle et consolidée (en millions de dirhams) :



2.4 Ratio des fonds propres de base et Solvabilité

A fin décembre 2020, les ratios de solvabilité et Tier One sur base individuelle et consolidée se présentent comme suit :



NOTE 14 : DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE

CDG Capital s'est doté depuis sa création d'un système de contrôle interne intégré dont le renforcement continu est au cœur de ses préoccupations. Ce système se base sur les règles de bonne gouvernance, une séparation stricte entre les tâches opérationnelles et les activités de contrôle, un cadrage des responsabilités et une traçabilité intégrale.

Dans ce cadre, CDG Capital a édifié une culture de contrôle interne autour d'un environnement de travail sécurisé et propice au développement durable. Ce dernier est régi par la charte de contrôle interne du groupe CDG Capital et décliné sur le plan opérationnel entre autres par le dispositif et la procédure de contrôle permanent. Notamment, l'ensemble des activités de CDG Capital s'inscrivent dans le cadre d'un système de contrôle à fréquences régulières adaptées à la cotation des risques opérationnels, et ayant pour objectifs de s'assurer que l'ensemble des activités de la banque sont contrôlées et que l'ensemble des risques sont surveillés de façon permanente.

1. DÉFINITION, OBJECTIFS ET NORMES DU CONTRÔLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne « SCI » de CDG Capital se définit par l'ensemble des processus mis en œuvre par la Banque, à tous les niveaux opérationnels et hiérarchiques, destiné à donner, en permanence, une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs ci-après :

- le respect des procédures internes et orientations du management ;
- la conformité des opérations et des procédures internes aux prescriptions législatives et réglementaires ;
- la fiabilité des conditions de collecte, de traitement, de diffusion et de conservation des données comptables et financières, à l'échelle internes et externes ;
- l'efficacité des systèmes d'information et de communication.

Le système de contrôle interne est aussi en évolution continue en termes de ressources humaines, techniques et logistiques adaptées au développement des activités, aux exigences réglementaires et aux ambitions de la banque de pérenniser un atmosphère de confiance et de bonnes pratiques en interne et vis-à-vis des clients.

2. ORGANISATION DU SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

Le dispositif de contrôle interne du Groupe CDG Capital est organisé autour de trois lignes de maîtrise des risques, sous la responsabilité de la direction générale et la supervision du Conseil d'administration. Cette organisation peut être illustrée comme suit :

La **première ligne** de maîtrise est constituée par le management opérationnel qui doit veiller au bon fonctionnement et du déploiement du dispositif de contrôle de premier niveau ;

La **deuxième ligne** de maîtrise est opérée par l'entité Contrôle Permanent qui est en charge de la bonne conception et du correct déploiement du dispositif de contrôle permanent en s'appuyant sur les travaux de cartographie des risques de non-conformité et opérationnels.

Le contrôle permanent au sein de CDG Capital est mis en œuvre à tous les niveaux organisationnels et est matérialisé et déployé à travers des répertoires de contrôle couvrant l'ensemble des activités, des plans de supervision et de communication et des restitutions consolidées permettant de tirer des enseignements pertinents et de mettre en place les actions nécessaires. Ses composantes permettent, en effet, de détecter et de régulariser en temps opportun toutes anomalies pouvant survenir courant l'exercice des activités de manière à prévenir tout incident éventuel.

La **troisième ligne** de maîtrise que représente la direction de l'audit interne. Celle-ci apporte une évaluation indépendante et des revues transverses dans un but d'améliorer le dispositif de contrôle en place.

3. MOYENS AFFECTES AU SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne (SCI) comprend des structures dédiées exclusivement aux activités de contrôle déployées au niveau central. D'autres entités jouent un rôle de support de contrôle interne de par la nature de leurs attributions.

Les structures dédiées aux activités de contrôle sont l'audit interne d'une part, et celles en charge, de la gestion des risques, du contrôle permanent, et de la conformité d'autre part. Rattachées au pôle « Pilotage et Contrôle », ces dernières ont pour rôle d'animer les filières de contrôle, de veiller à l'application des dispositifs de contrôle et à la régularisation des anomalies relevées en temps opportun, de centraliser les données relatives à la gestion et la prévention des risques, ainsi que d'élaborer des analyses et de produire des indicateurs relatifs au contrôle interne selon leur périmètre d'actions.

4. COORDINATION DU DISPOSITIF CONTRÔLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne (SCI) de CDG Capital et de ses filiales est organisé en filière selon l'approche subsidiaire. Le contrôle fédéral assure le référentiel et le reporting Groupe et les fonctions du contrôle interne des filiales déploient le dispositif de contrôle dans le respect de la réglementation et des normes Groupe. A cet égard, le système de contrôle interne est assuré au niveau des filiales par le biais de correspondants contrôle permanent dédiés aux activités y afférentes. Les moyens humains déployés et leurs attributions sont proportionnels à la taille et à la nature des activités de chaque structure notamment aux exigences réglementaires en la matière.



Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C – Tour Ivoire 3 – 3ème étage
La Marina - Casablanca
Maroc



101, Boulevard Abdelmoumen
Casablanca
Maroc

GROUPE CDG CAPITAL

**ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2020**

Nous avons procédé à un examen limité des états financiers consolidés de CDG CAPITAL et ses filiales (Groupe CDG CAPITAL) comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives relatifs à l'exercice du 1er janvier au 31 décembre 2020. Ces états financiers font ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 1 190 779 dont un bénéfice net consolidé de KMAD 93 714.

Ces états financiers ont été arrêtés par le Conseil d'administration en date du 11 mars 2021 dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que les états financiers ne comportent pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états financiers consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe CDG CAPITAL arrêtés au 31 décembre 2020, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 26 mars 2021

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit



Sakina Bensouda-Korachi
Associée

Mazars Audit et Conseil



Taha Ferdaous
Associé

Lien vers publications financières :

<https://www.cdgcapital.ma/fr/communication-financiere>

BILAN

ACTIF	31/12/2020	31/12/2019
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	73 016	21 625
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	658 534	715 355
. A vue	135 616	171 252
. A terme	522 918	544 103
Créances sur la clientèle	745 943	386 565
. Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	201 506	25 247
. Crédits et financements participatifs à l'équipement	325 688	358 999
. Crédits et financements participatifs immobiliers	1 090	1 276
. Autres crédits et financements participatifs	217 660	1 043
Créances acquises par affacturage		
Titres de transaction et de placement	9 193 348	7 809 599
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	5 011 471	4 416 460
. Autres titres de créance	3 816 420	2 923 282
. Certificats de Sukuk	31 420	41 002
. Titres de propriété	334 039	428 855
Autres actifs	836 748	789 882
Titres d'investissement		
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance		
. Certificats de Sukuk		
Titres de participation et emplois assimilés	248 716	246 136
. Participation dans les entreprises liées	198 030	196 030
. Autres titres de participation et emplois assimilés	50 685	50 106
. Titres de Moudaraba et Moucharaka		
Créances subordonnées		
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar placés		
Immobilisations données en crédit-bail et en location		
Immobilisations données en Ijara		
Immobilisations incorporelles	56 983	44 702
Immobilisations corporelles	18 540	21 473
Total actif	11 831 828	10 035 338

PASSIF	31/12/2020	31/12/2019
Banques Centrales, Trésor Public, Service des Chèques Postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	4 660 148	3 310 291
. A vue	2 767 798	1 533 339
. A terme	1 892 349	1 776 951
Dépôts de la clientèle	1 566 504	1 506 015
. Comptes à vue créditeurs	741 004	754 660
. Comptes d'épargne		
. Dépôts à terme	571 027	513 831
. Autres comptes créditeurs	254 472	237 523
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs		
Titres de créance émis	1 926 197	1 714 786
. Titres de créance négociables émis	1 926 197	1 714 786
. Emprunts obligataires émis		
. Autres titres de créance émis		
Autres passifs	2 450 399	2 322 414
Provisions pour risques et charges	46 152	21 245
Provisions réglementées		
Subventions, Fonds publics affectés et Fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées		
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus		
Ecart de réévaluation		
Réserves et primes liées au capital	160 231	190 000
Capital	930 000	780 000
Actionnaires. Capital non versé (-)		
Report à nouveau (+/-)	396	109 418
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)		
Résultat net de l'exercice (+/-)	91 801	81 169
Total passif	11 831 828	10 035 338

HORS BILAN

HORS BILAN	31/12/2020	31/12/2019
ENGAGEMENTS DONNES	2 217 515	2 995 483
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	62 932	166 832
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	3 043	1 255 978
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer	2 151 540	1 572 673
ENGAGEMENTS RECUS	640 251	1 220 943
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus des établissements de crédit et assimilés		9 438
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
Titres vendus à réméré		
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir		
Autres titres à recevoir	140 251	711 505

ETAT DES SOLDES DE GESTION

I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS

	31/12/2020	31/12/2019
(+) Intérêts et produits assimilés	115 341	101 237
(-) Intérêts et charges assimilés	138 546	141 486
MARGE D'INTÉRÊT	(23 205)	(40 250)
+ Commissions perçues	180 394	165 532
- Commissions servies	8 391	7 153
MARGE SUR COMMISSIONS	172 003	158 379
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	101 743	80 231
+ Résultat des opérations sur titres de placement	36 427	24 163
+ Résultat des opérations de change	15 719	19 582
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	(4 691)	93
RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHÉ	149 197	124 069
+ Divers autres produits bancaires	48 659	26 655
- Diverses autres charges bancaires	2 815	3 063
PRODUIT NET BANCAIRE	343 840	265 792
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières		(11 460)
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	4 945	3 741
- Autres charges d'exploitation non bancaire	134	283
- Charges générales d'exploitation	180 298	163 069
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	168 353	94 721
- Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	5 154	(19)
- Autres dotations nettes de reprises aux provisions	21 099	(14 303)
RESULTAT COURANT	142 100	109 043
RESULTAT NON COURANT	(5 953)	(1 924)
- Impôts sur les résultats	44 346	25 949
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	91 801	81 169

ETAT DES SOLDES DE GESTION (suite)

II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

	31/12/2020	31/12/2019
(+/-) RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	91 801	81 169
20. (+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	19 591	15 325
21. (+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières		21 000
22. (+) Dotations aux provisions pour risques généraux	17 357	
23. (+) Dotations aux provisions réglementées		
24. (+) Dotations non courantes		
25. (-) Reprises de provisions		(14 303)
26. (-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	(227)	(90)
27. (+) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles		
28. (-) Plus-values de cession des immobilisations financières		(9 540)
29. (+) Moins-values de cession des immobilisations financières		
30. (-) Reprises de subventions d'investissement reçues		
(+/-) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	128 521	93 561
31. (-) Bénéfices distribués	-219 960	-230 000
(+) AUTOFINANCEMENT	-91 439	-136 439

COMPTE DE PRODUITS ET DE CHARGES

Compte de Produits et de charges	31/12/2020	31/12/2019
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	736 281	596 700
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	28 147	19 543
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	20 988	21 546
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	66 206	60 147
Produits sur titres de propriété et certificats de sukuk	47 800	26 129
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Commissions sur prestations de service	180 394	165 532
Autres produits bancaires	392 746	303 802
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	392 441	330 909
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	31 481	44 965
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	55 302	58 857
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	51 764	37 665
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Autres charges bancaires	253 895	189 422
PRODUIT NET BANCAIRE	343 840	265 792
Produits d'exploitation non bancaire	4 945	13 281
Charges d'exploitation non bancaire	134	283
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	180 298	163 069
Charges de personnel	101 280	95 818
Impôts et taxes	2 439	2 290
Charges externes	47 002	42 308
Autres charges générales d'exploitation	9 986	7 329
Dotations aux amortis. et aux provisions des immob. incorp. et corp.	19 591	15 325
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	31 240	21 000
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance		
Pertes sur créances irrécouvrables	5 171	
Autres dotations aux provisions	26 070	21 000
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	4 987	14 322
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	17	19
Récupérations sur créances amorties		
Autres reprises de provisions	4 971	14 303
RESULTAT COURANT	142 100	109 043
Produits non courants	3	
Charges non courantes	5 956	1 924
RESULTAT AVANT IMPOTS	136 146	107 119
Impôts sur les résultats	44 346	25 949
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	91 801	81 169

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

	31/12/2020	31/12/2019
1.(+) Produits d'exploitation bancaire perçus	688 481	570 571
2.(+) Récupérations sur créances amorties		
3.(+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	4 718	3 651
4.(-) Charges d'exploitation bancaire versées	-392 441	-330 909
5.(-) Charges d'exploitation non bancaire versées	-11 261	-2 207
6.(-) Charges générales d'exploitation versées	-160 707	-147 744
7.(-) Impôts sur les résultats versés	-44 346	-25 949
I.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	84 444	67 413
VARIATION DES :		
8.(+) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	56 821	12 692
9.(+) Créances sur la clientèle	-359 361	-24 994
10.(+) Titres de transaction et de placement	-1 383 749	-1 478 735
11.(+) Autres actifs	-43 058	86 140
12.(+) Immobilisations données en crédit-bail et en location		
13.(+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 349 857	191 222
14.(+) Dépôts de la clientèle	60 490	-687 984
15.(+) Titres de créance émis	211 411	406 532
16.(+) Autres passifs	127 985	1 291 791
II.SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION	20 395	-203 336
III.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	104 839	-135 923
17.(+) Produit des cessions d'immobilisations financières		17 540
18.(+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	227	122
19.(-) Acquisition d'immobilisations financières	-2 580	-69 982
20.(-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-28 935	-10 954
21.(+) Intérêts perçus		
22.(+) Dividendes perçus	47 800	26 129
IV.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	16 512	-37 146
23.(+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus		
24.(+) Emission de dettes subordonnées		
25.(+) Emission d'actions	150 000	150 000
26.(-) Remboursement des capitaux propres et assimilés		
27.(-) Intérêts versés		
28.(-) Dividendes versés	-219 960	-230 000
V.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	-69 960	-80 000
VI.VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+ IV +V)	51 391	-253 069
VII.TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	21 625	274 694
VIII.TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	73 016	21 625

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES

Les comptes individuels de CDG Capital sont établis et présentés conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC). En particulier, les principales méthodes d'évaluation en matière de titres, créances, dettes et immobilisations sont résumées ci-après.

PORTEFEUILLE TITRES

Les règles de classement et d'évaluation appliquées sont les suivantes :

TITRES DE TRANSACTION	TITRES DE PLACEMENT	TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS
Sont logés dans cette catégorie, les titres qui à l'origine sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme et ceux détenus par la banque dans le cadre de son activité de mainteneur de marché.	Cette catégorie concerne les titres détenus dans une optique de placement pour une période indéterminée et que la banque peut être amenée à céder à tout moment.	Sont inscrits dans cette catégorie à leur valeur d'acquisition, les titres dont la possession durable est estimée utile à la banque. Ces titres sont ventilés selon les dispositions préconisées par le PCEC en titres de participation, participations dans les entreprises liées et autres titres immobilisés.
Les titres de transaction sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. Les titres cédés sont évalués suivant ces mêmes règles.	Les titres de placement sont enregistrés à leur prix d'acquisition, frais inclus, coupon couru inclus.	A chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis (valeur d'usage, quote-part dans la situation nette, actif net réévalué, discounted cash flow). Seules les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, à la constitution de provisions pour dépréciation.
À chaque arrêté comptable, les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences, résultant des variations de prix de marché, est porté au compte de produits et charges.	À chaque arrêté comptable, les titres sont évalués par référence au prix du marché du jour le plus récent. Les moins-values font l'objet d'une provision pour dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les plus-values ne peuvent être constatées en produits.	

CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET SUR LA CLIENTÈLE

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours: en créances à vue et à terme pour les établissements de crédit; crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, autres crédits pour la clientèle.

Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs.

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Les créances en souffrance et les provisions y afférentes sont évaluées et comptabilisées conformément à la réglementation en vigueur.

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET COMPTES CRÉDITEURS DE LA CLIENTÈLE

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées selon leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit ; comptes à vue, comptes à terme et autres dépôts pour la clientèle.

Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les dettes rattachées.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

CREANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2020	Total 31/12/2019
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	73 016	14 907	10 353	110 356	208 632	192 856
VALEURS RECUES EN PENSION						100 000
- au jour le jour						
- à terme						100 000
PRETS DE TRESORERIE			50 000	63 424	113 424	
- au jour le jour						
- à terme			50 000	63 424	113 424	
PRETS FINANCIERS		400 000			400 000	433 333
AUTRES CREANCES						22
INTERETS COURUS A RECEVOIR		9 295	199		9 494	10 769
CREANCES EN SOUFFRANCE						
Total	73 016	424 202	60 553	173 779	731 550	736 980

CREANCES SUR LA CLIENTELE

CREANCES	Secteur public	Secteur privé		Autre clientèle	Total 31/12/2020	Total 31/12/2019
		Entreprises financières	Entreprises non financières			
CREDITS DE TRESORERIE		217 569	197 320	1 457	416 346	22 888
- Comptes à vue débiteurs		217 569	181 310	1 457	400 336	11 273
- Créances commerciales sur le Maroc						
- Crédits à l'exportation						
- Autres crédits de trésorerie			16 011		16 011	11 614
CREDITS A LA CONSOMMATION				2 577	2 577	2 248
CREDITS A L'EQUIPEMENT			325 234		325 234	358 658
CREDITS IMMOBILIERS				1 090	1 090	1 276
AUTRES CREDITS				81	81	1 043
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE						
INTERETS COURUS A RECEVOIR		10	454	151	615	453
CREANCES EN SOUFFRANCE						
- Créances pré-douteuses						
- Créances douteuses						
- Créances compromises						
TOTAL		217 579	523 008	5 356	745 943	386 565

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR

TITRES	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 31/12/2020	Total 31/12/2019
			financiers	non financiers		
TITRES COTES	2			5	7	9 825
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CREANCE						
CERTIFICATS DE SUKUK						
TITRES DE PROPRIETE	2			5	7	9 825
TITRES NON COTES	2 403 613	6 157 471	404 481	198 529	9 164 095	7 765 538
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES		5 004 920			5 004 920	4 409 947
OBLIGATIONS	127 801	1 121 131	39 762	198 529	1 487 223	645 377
AUTRES TITRES DE CREANCE	2 275 812		30 687		2 306 500	2 250 182
CERTIFICATS DE SUKUK		31 420			31 420	41 002
TITRES DE PROPRIETE			334 032		334 032	419 030
Total	2 403 615	6 157 471	404 481	198 534	9 164 102	7 775 363

* nets de provisions et hors ICNE

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION	6 593 863	6 594 769	6 594 769			
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	4 483 407	4 483 838	4 483 838			
OBLIGATIONS	794 625	794 953	794 953			
AUTRES TITRES DE CREANCE	1 284 410	1 284 558	1 284 558			
CERTIFICATS DE SUKUK	31 420	31 420	31 420			
TITRES DE PROPRIETE						
TITRES DE PLACEMENT*	2 570 239	2 320 557	1 879 287	20 893		
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	521 513	527 190	506 100	5 975		
OBLIGATIONS	692 598	696 102	690 313	6 133		
AUTRES TITRES DE CREANCE	1 022 090	1 030 858	1 020 967	8 033		
TITRES DE PROPRIETE	334 039	338 958		4 922		
TITRES D'INVESTISSEMENT						
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CREANCE						
CERTIFICATS DE SUKUK						

* hors ICNE

DETAIL DES AUTRES ACTIFS

ACTIF	31/12/20	31/12/19
INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETES		
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES	99 288	
DEBITEURS DIVERS	737 460	789 882
Sommes dues par l'Etat	182 565	139 694
Débiteurs divers	391 801	509 053
Produit à recevoir	51 135	43 577
Charges constatées d'avance	127	253
Autres comptes	111 833	97 305
Total	836 748	789 882

DETAIL DES AUTRES PASSIFS

PASSIF	31/12/20	31/12/19
Instruments optionnels vendus		
Operations diverses sur titres	2 263 911	2 137 767
Crediteurs divers	186 487	184 647
Sommes dues à l'Etat	117 215	118 630
Créditeurs Divers	5 725	4 925
Dettes Fournisseurs	22 413	17 787
Produits constatés d'avance		
Comptes de Régularisation	41 134	43 305
Total	2 450 399	2 322 414

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette
PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES LIÉES					
CDG CAPITAL GESTION	GESTION D'ACTIFS	1 000	100%	150 000	150 000
CDG CAPITAL BOURSE	INTERMEDIATION BOURSIERE	27 437	100%	44 510	44 510
CDG CAPITAL REAL ESTATE	GESTION DE FONDS IMMOBILIERS	3 000	100%	3 520	3 520
AUTRES TITRES DE PARTICIPATION					
MAGHREB TITRISATION	TITRISATION	5 000	12,9%	1 353	1 353
SOCIETE MAROCAINE DE GESTION DU FCGD	FINANCIER	1 000	NS	59	59
CHWITER JDID	IMMOBILIER	1 098 768	6,8%	70 274	49 274
TOTAL PARTICIPATIONS				269 716	248 716
EMPLOIS ASSIMILES					
Total général				269 716	248 716

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions			Cumul	Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortis. et/ou prov début de l'ex.	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortis. sur immo. sorties		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	103 797	27 338	2 534	128 601	59 095	12 523		71 618	56 983
- Droit au bail									
- Immobilisations en recherche et développement									
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	100 401	27 338		127 739	59 095	12 523		71 618	56 121
-Autres immobilisations incorporelles d'exploitation en cours	3 396		2 534	862					862
- Immobilisations incorporelles hors exploitation									
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	65 017	4 131	24	69 124	43 544	7 068	27	50 584	18 540
- IMMEUBLES D'EXPLOITATION	20 372	875		21 247	13 836	2 014	3	15 847	5 401
. Terrain d'exploitation									
. Agen Amen Inst Immeubles d'exploitation, Bureaux	20 372	875		21 247	13 836	2 014	3	15 847	5 401
. Immeubles d'exploitation, Logements de fonction									
- MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	44 644	3 256	24	47 876	29 708	5 054	24	34 737	13 139
. Mobilier de bureau d'exploitation	5 980	434		6 415	3 270	516		3 786	2 629
. Matériel de bureau d'exploitation	1 020	124		1 145	841	70		912	233
. Matériel informatique	35 124	2 319	17	37 426	24 759	3 927	17	28 669	8 757
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	2 520	378	7	2 891	837	540	7	1 371	1 520
. Autres matériels d'exploitation									
- AUTRES IMMOB. CORPORELLES D'EXPLOITATION									
- IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITAT.									
. Terrains hors exploitation									
. Immeubles hors exploitation									
. Mobilier et matériel hors exploitation									
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation									
Total	168 814	31 469	2 558	197 725	102 638	19 591	27	122 202	75 523

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS

Date de cession ou de retrait	Nature	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur comptable nette	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
06/01/2020	Matériel informatique	17	17		2	2	
31/01/2020	Matériel de transport	3	3		70	70	
28/02/2020	Matériel de transport	4	4		156	156	
Total		24	24		227	227	

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2020	Total 31/12/2019
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS		4 495		123 189	127 684	61 292
VALEURS DONNEES EN PENSION	1 722 793				1 722 793	2 278 264
- au jour le jour						501 779
- à terme	1 722 793				1 722 793	1 776 485
EMPRUNTS DE TRESORERIE		169 191	2 640 000		2 809 191	970 000
- au jour le jour		169 191	2 640 000		2 640 000	970 000
- à terme					169 191	
EMPRUNTS FINANCIERS						
AUTRES DETTES						171
INTERETS COURUS A PAYER	286	79	114		479	564
TOTAL	1 723 079	173 765	2 640 114	123 189	4 660 148	3 310 291

DEPOTS DE LA CLIENTELE

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2020	Total 31/12/19
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS	523	243 198	442 366	54 918	741 004	624 676
COMPTES D'EPARGNE						
DEPOTS A TERME		560 406		2 000	562 406	504 907
AUTRES COMPTES CREDITEURS	198 439	5 461	1 682	48 889	254 472	367 498
INTERETS COURUS A PAYER		8 622			8 622	8 933
TOTAL	198 962	817 687	444 048	105 807	1 566 504	1 506 015

TITRE DE CREANCE EMIS

NATURE TITRES (1)	Date de jouissance	Date d'échéance	CARACTERISTIQUES			MONTANT	Dont		Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement (en DH)
			Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement (2)		Entreprises liées	Autres apparentés	
CERTIFICATS DE DEPOTS	02/08/2018	02/08/2023	100	3,29%	INFINE	200 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	06/12/2019	01/06/2021	100	2,60%	INFINE	350 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	13/03/2020	12/03/2021	100	2,55%	INFINE	300 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	16/06/2020	16/03/2021	100	2,29%	INFINE	401 800			
CERTIFICATS DE DEPOTS	19/11/2020	20/05/2021	100	1,85%	INFINE	300 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	22/12/2020	22/06/2021	100	1,80%	INFINE	350 000			
Total						1 901 800			

(1) Il s'agit de : Certificats de dépôt emprunts obligataires Bons des sociétés de financement Autres titres de créances / (2) amortissement annuel ou infini

PROVISIONS

PROVISIONS	31/12/19	Dotations	Reprises	Autres variations	31/12/20
PROVISIONS DEDUITES DE L'ACTIF SUR :	91 049	10 102	15 287		85 864
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	6 819		17		6 803
Titres de placement	51 364	8 940	10 300		50 004
Titres de participation et emplois assimilés	21 000				21 000
Immobilisations en crédit-bail et en location					
Autres actifs	11 866	1 163	4 971		8 057
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF :	21 245	24 907			46 152
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par Signature					
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux	20 376	17 357			37 733
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges	869	7 550			8 419
Provisions réglementées					
Total	112 294	35 009	15 287		132 016

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

ENGAGEMENTS	31/12/20	31/12/19
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	65 974	1 422 810
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	62 932	166 832
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés	62 932	166 832
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
Crédits documentaires export confirmés		
Acceptations ou engagements de payer		
Garanties de crédits données		
Autres cautions, avais et garanties donnés		
Engagements en souffrance		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	3 043	1 255 978
Garanties de crédits données		
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique		
Autres cautions et garanties données	3 043	1 255 978
Engagements en souffrance		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	500 000	509 438
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Autres engagements de financement reçus	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés		9 438
Garanties de crédits		9 438
Autres garanties reçues		
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
Garanties de crédits		
Autres garanties reçues		

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL (EN DIRHAM)

Montant du capital	930 000 000				
Montant du capital social souscrit et non appelé	0				
Valeur nominale des titres	100				
Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus Exercice précédent	Exercice actuel	Part du capital détenue %	Pourcentage des droits de vote détenu
CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	7 799 994	9 299 994	100%	100%
MR ABDELLATIF ZAGHNOUN	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
MR MOHAMED AMINE FILALI	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
MR HAMID TAWFIKI	PLACE MOULAY EL HASSAN TOUR EL MAMOUNIA RABAT	1	1	0%	0%
MR NOUAMAN AL AISSAMI	DIRECTION DU TRESOR ET DES FINANCES EXTERIEURS RABAT	1	1	0%	0%
MR KHALID EL HATTAB	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
MME LATIFA ECHIHABI	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
Total		7 800 000	9 300 000	100%	100%

CAPITAUX PROPRES

CAPITAUX PROPRES	31/12/19	Affectation du résultat	Autres variations	31/12/20
Réserves et primes liées au capital	190 000	-29 769		160 231
Réserve légale	50 000	8 231		58 231
Autres réserves	140 000	-38 000		102 000
Capital	780 000		150 000	930 000
Capital appelé	780 000		150 000	930 000
Report à nouveau (+/-)	109 419	-109 418	396	397
Résultat net de l'exercice (+/-)	81 169	-81 169		91 801
Total	1 160 588	-220 356	150 396	1 182 429

ENGAGEMENTS SUR TITRES

	31/12/20	31/12/19
Engagements donnés	2 151 540	1 572 673
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer	2 151 540	1 572 673
Engagements reçus	140 251	711 505
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir	140 251	711 505

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES

	Opérations de couverture		Autres opérations	
	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2019
OPÉRATIONS DE CHANGE À TERME			3 347 930	3 269 267
Devises à recevoir			1 136 187	1 077 090
Dirhams à livrer			181 983	
Devises à livrer			1 452 541	1 585 762
Dirhams à recevoir			577 219	606 415
ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DÉRIVÉS			352 274	215 289
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt			352 274	215 289
Engagements sur marchés réglementés de cours de change				
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change				
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments				
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments				

VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE AU 31/12/20

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées			
Autres titres	518 594		
Hypothèques	233 270		
Autres valeurs et sûretés réelles	3 248 233		
Total	4 000 097		

Valeurs et sûretés donnés en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	2 064 326		
Autres titres	557 949		
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
Total	2 622 274		

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE AU 31/12/20

	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	199 239			50 000	409 295	658 534
Créances sur la clientèle	400 434		454	26 568	318 487	745 943
Titres de créance	5 337	7 378	927 694	5 635 854	2 283 046	8 859 310
Créances subordonnées						
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Isthitmar placés						
Crédit-bail et assimilé						
Ijara						
Total	605 010	7 378	928 148	5 712 422	3 010 828	10 263 786
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	4 470 071	190 077				4 660 148
Dettes envers la clientèle	1 472 281	45 947	48 276			1 566 504
Titres de créance émis		712 932	1 010 542	202 722		1 926 197
Emprunts subordonnés						
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Isthitmar reçus						
TOTAL	5 942 352	948 957	1 058 818	202 722		8 152 849

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE AU 31/12/20

NOMBRE DE BENEFICIAIRES	TOTAL ENGAGEMENT
25	5 131 529

*Expositions dépassant individuellement 10% des fonds propres prudentiels

VENTILATION DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DU HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE

BILAN	31/12/20
ACTIF :	666 717
Valeur en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	
Créances sur les établissements de crédit et assimilés.	173 779
Créances sur la clientèle	
Titres de transaction et de placement et invest	492 938
Autres actifs	
Titres de participation et emplois assimilés	
Créances subordonnées	
Immobilisations données en crédit-bail et location	
Immobilisations incorporelles et corporelles	
PASSIF :	170 364
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	170 364
Dépôts de la clientèle	
Titres de créance émis	
Autres passifs	
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	
Dettes subordonnées	
HORS BILAN	31/12/20
Engagements donnés	1 470 850
Engagements reçus	1 153 997

MARGE D'INTERET

	31/12/2020	31/12/2019
INTERETS PERCUS	115 341	101 237
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les EC	28 147	19 543
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	20 988	21 546
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	66 206	60 147
INTERETS SERVIS	138 546	141 486
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les EC	31 481	44 965
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	55 302	58 857
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	51 764	37 665

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE

CATEGORIE DES TITRES	31/12/2020	31/12/2019
Titres de placement		529
Titres de participation		
Participations dans les entreprises liées	47 800	25 600
Titres de l'activité de portefeuille		
Emplois assimilés		
Total	47 800	26 129

COMMISSIONS

Commissions	31/12/2020	31/12/2019
COMMISSIONS PERCUES	180 394	165 532
Commissions sur Fonctionnement de compte	272	374
Commissions sur Actifs en gestion ou en dépôt	105 643	145 000
Produits sur Activités de conseil et d'assistance	21 678	18 902
Autres commissions sur prestations de services	52 802	1 257
COMMISSIONS SERVIS	8 391	7 153
Charges sur moyens de paiement	1 039	1 410
Commissions sur achats et vente	36	193
Commissions sur droits de garde	4 710	4 748
Autres charges sur prestations	2 606	801

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHÉ

PRODUITS ET CHARGES	31/12/2020	31/12/2019
PRODUITS	391 887	303 276
Gains sur les titres de transaction	306 190	235 320
Plus value de cession sur titres de placement	37 420	25 138
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	10 300	6 290
Gains sur les produits dérivés	452	1 837
Gains sur les opérations de change	37 525	34 692
CHARGES	242 689	179 207
Pertes sur les titres de transaction	204 448	155 089
Moins value de cession sur titres de placement	2 353	2 277
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement	8 940	4 988
Pertes sur les produits dérivés	5 142	1 744
Pertes sur opérations de change	21 806	15 110
Résultat	149 197	124 069

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

CHARGES	31/12/2020	31/12/2019
Charges de personnel	101 280	95 818
Rémunérations du personnel	67 638	66 135
Charges sociales	10 445	9 768
Autres charges	23 197	19 915
Impôts et taxes	2 439	2 290
Charges externes	47 002	42 308
Autres charges générales d'exploitation	9 986	7 329
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	19 591	15 325
Total	180 298	163 069

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

	31/12/2020	31/12/2019
AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES	138 851	114 380
Autres produits bancaires	392 746	303 802
Autres charges bancaires	253 895	189 422
PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRES	4 811	12 998
Produits d'exploitation non bancaires	4 945	13 281
Charges d'exploitation non bancaires	134	283
DOTATION AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	31 240	21 000
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	4 987	14 322
PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS	5 953	1 924
Produits non courants	3	
Charges non courantes	5 956	1 924

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU PAR POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE DU 1^{ER} JANVIER 2020 AU 31 DÉCEMBRE 2020

1- VENTILATION PAR POLE D'ACTIVITE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- Activité banque d'affaires	343 840	168 353	136 146
- Autres activités			
Total	343 840	168 353	136 146

2- VENTILATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- MAROC	343 840	168 353	136 146
- Autres zones			
Total	343 840	168 353	136 146

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL AU 31/12/20

INTITULES	MONTANTS(+)	MONTANTS(-)
I - RESULTAT NET COMPTABLE	91 801	
. Bénéfice net	91 801	
. Perte nette		
II - REINTEGRATIONS FISCALES	75 853	
1- Courantes	25 551	
- Charges sur exercices antérieurs	248	
- Pénalités		
- Charges à réintégrer dot aux provisions	23 720	
- Charges non déductible	1 133	
- Excédent d'amortissements voitures	451	
2- Non courantes	50 302	
- Impôts sur les sociétés	44 346	
- Contribution à la solidarité	5 956	
III - DEDUCTIONS FISCALES		47 800
1- Courantes		47 800
- Produits des titres de participations et placement		47 800
- Reprise de provisions sur créances		
2- Non courantes		
TOTAL	167 653	47 800
IV - RESULTAT BRUT FISCAL		
. Bénéfice brut si T1 > T2 (A)	119 853	
. Déficit brut fiscal si T2 > T1 (B)		
V - REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1)		
. Exercice n-4		
. Exercice n-3		
. Exercice n-2		
. Exercice n-1		
VI - RESULTAT NET FISCAL		
. Bénéfice net fiscal (A - C) OU (B)	119 853	
. Déficit net fiscal (B)		
VII - CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES		
VIII - CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER		
. Exercice n-4		
. Exercice n-3		
. Exercice n-2		
. Exercice n-1		
(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)		
. Exercice n-1		

DETERMINATION DU RESULTAT COURANT APRES IMPOTS

I.DETERMINATION DU RESULTAT	31/12/20
. Résultat courant d'après le compte de produits et charges (+ ou -)	142 100
. Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+)	25 551
. Déductions fiscales sur opérations courantes (-)	47 800
. Résultat courant théoriquement imposable (=)	119 851
. Impôt théorique sur résultat courant (-)	44 345
. Résultat courant après impôts (=)	97 755

II. INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES

NEANT

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE AU 31/12/2020

NATURE	Solde au début de l'exercice 1	Opérations comptables de l'exercice 2	Déclarations TVA de l'exercice 3	Solde fin d'exercice (1+2-3=4)
A. TVA collectée	76 086	123 873	146 466	53 493
B. TVA à récupérer	5 178	17 643	16 221	6 600
. Sur charges	4 157	14 799	14 083	4 873
. Sur immobilisations	1 021	2 845	2 139	1 727
C. TVA due ou crédit de TVA = (A-B)	70 908	106 230	130 245	46 893

PASSIFS EVENTUELS

"Conformément à la législation fiscale en vigueur, les exercices 2017 à 2020 ne sont pas prescrits. Les déclarations fiscales du Groupe CDG Capital au titre de l'impôt sur les sociétés (IS), de la TVA et de l'impôt sur les revenus salariaux (IR), relatives aux dits exercices peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration et de rappels éventuels d'impôts et taxes.

Au titre de la période non prescrite, les impôts émis par voie de rôles peuvent également faire l'objet de révision."

AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

Montants	Montants
A- Origine des résultats affectés	B- Affectation des résultats
Décision de l'AGO du 31/03/2020	
Report à nouveau	RESERVES LEGALES 8 231
Résultats nets en instance d'affectation	RESERVES FACULTATIVES
Résultat net de l'exercice	Dividendes 219 960
Prélèvements sur les bénéfices	RAN 396
Autres prélèvements	
Reserves facultatives	
Total	TOTAL B
228 588	228 588

RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

NATURE	2 020	2 019	2 018
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES	1 090 628	1 079 418	1 075 959
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE			
1- Produit net bancaire	343 840	265 792	278 104
2- Résultat Avant impôts	136 146	107 119	111 935
3- Impôts sur les résultats	44 346	25 949	28 475
4- Bénéfices distribués	219 960	230 000	230 000
5- Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)	8 231		
RESULTAT PAR TITRE (en dirhams)			
Résultat net par action	10	10	13
Bénéfice distribué par action	24	29	37
PERSONNEL			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	67 638	66 135	63 873

EFFECTIFS

EFFECTIFS	31/12/2020	31/12/2019
Effectifs rémunérés	158	158
Effectifs utilisés	158	158
Effectifs équivalent plein temps	158	158
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)		
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	158	158
Cadres (équivalent plein temps)	153	153
Employés (équivalent plein temps)	5	5
dont effectifs employés à l'étranger		

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS

I. DATATION

. Date de clôture (1) 31-décembre-2020
 . Date d'établissement des états de synthèse (2) 11-mars-2021

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indications des événements
	. Favorables
	. Défavorables

NEANT

TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS

TITRES	Nombre de comptes	Montants en milliers de DH
	31/12/2020	31/12/2020
Titres dont l'établissement est dépositaire	545	108 244 113
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion	3	2 423 030
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	57	58 442 278
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion		
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire	485	47 378 805
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion		

RESEAU

RESEAU	31/12/2020	31/12/2019
Guichets permanents	1	1
Guichets périodiques		
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque		
Succursales et agences à l'étranger		
Bureaux de représentation à l'étranger		

COMPTES DE LA CLIENTELE

COMPTES DE LA CLIENTELE	31/12/2020	31/12/2019
Comptes courants	414	385
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger		
Autres comptes chèques	1 980	1 977
Comptes d'affacturage		
Comptes d'épargne		
Comptes à terme	11	9
Bons de Caisse		
Autres comptes de dépôts	13	9
Total	2 418	2 380

LISTE DES ETATS "NEANT" :

- A2 ETAT DES DEROGATIONS
- A3 ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES
- B7 CREANCES SUBORDONNEES
- B8 IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE
- B15 SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE
- B16 DETTES SUBORDONNEES

Deloitte.

Bd Sidi Mohammed Ben Abdellah
 Bâtiment C - Tour Ivoire 3 - 3ème étage
 La Marina - Casablanca
 Maroc

mazars

101, Boulevard Abdelloumoune
 Casablanca
 Maroc

CDG CAPITAL

ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2020

Nous avons procédé à un examen limité des états de synthèse de CDG CAPITAL comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et une sélection des états des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice du 1er janvier au 31 décembre 2020. Ces états de synthèse qui font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 1 182 429, dont un bénéfice net de KMAD 91 801, relèvent de la responsabilité des organes de gestion de la banque.

Ces états de synthèse ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 11 mars 2021 dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états de synthèse, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de CDG CAPITAL arrêtés au 31 décembre 2020, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 28 mars 2021

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit

Sakina Bensouda-Korachi
 Associée

Mazars Audit et Conseil

Taha Ferdaous
 Associé

Lien vers publications financières :

<https://www.cdgcapital.ma/fr/communication-financiere>

CDG CAPITAL

Tour Mamounia,
Place Moulay El Hassan,
Rabat - Maroc
Tél. : 05 37 66 52 52
Fax : 05 37 66 52 00
E-mail : comfin@cdgcapital.ma
www.cdgcapital.ma